

Le cheval territorial dans le viseur des antispécistes

Des militants du bien-être animal, proches de l'antispéciste Aymeric Caron, font tourner une pétition pour mettre fin à l'expérience du cheval territorial à Questembert (56). « Un peu fort de café », répond le maire.

Martin Vangoude

Depuis une quinzaine d'années, la commune de Questembert s'est lancée dans l'aventure du cheval territorial (réalisant des missions de service public pour une collectivité). Tout a commencé par une collecte de sacs jaunes. Pas dans toute la ville mais dans sa partie historique, là où les camions ne peuvent pas passer en raison de l'étroitesse des rues. Depuis, les chevaux ont également fait la preuve de leur efficacité pour l'entretien des bois ou lors d'activités intergénérationnelles, comme le transport d'enfants de la crèche vers la maison de retraite. Une activité non polluante qui faisait l'unanimité, jusqu'à cette pétition relayée par la Révolution écologique pour le vivant (REV), le mouvement antispéciste d'Aymeric Caron (député de Paris apparenté LFI). Le texte énonce le fait « qu'un cheval puisse être utilisé comme simple outil de travail » et parle de « pratique d'un autre temps, source de souffrance pour l'animal ». Ce qui a mis le feu



Les chevaux territoriaux de Questembert sont employés, notamment, à l'entretien des bois. Photo archives Le Télégramme

aux poudres ? Que les chevaux transportent aussi, occasionnellement, des touristes en calèche. « Est-ce réellement nécessaire ? », interroge la pétition. « Je trouve que c'est un peu fort de café. Nos chevaux sont parmi les animaux les mieux traités qui soient. Ils travaillent quatre heures par jour au maximum », s'étonne le maire, Boris Lemaire. Élu, en 2020, à la tête d'une liste citoyenne tendance gauche écologiste, il précise que l'activité est développée dans le cadre d'un programme régional de sauvegarde du cheval de trait breton.

« Des gens à l'idéologie très tranchée, très radicale »

À l'origine de la pétition, qui a recueilli près de 25 000 signatures à ce jour, on retrouve Serge Buchet, conseiller municipal de la commune voisine de Rochefort-en-Terre, membre de la REV et ancien candidat LFI

aux sénatoriales de 2023. « Je lui ai proposé de venir suivre une journée complète d'activité du service du cheval territorial », indique Boris Lemaire, qui estime avoir affaire « à des gens à l'idéologie très tranchée, très radicale ». Disant respecter leurs convictions, il fait valoir que bien d'autres combats, autrement importants à ses yeux, sont à mener en Bretagne concernant le bien-être animal. « Et plus largement sur l'écologie, l'effondrement des espèces », insiste-t-il.

Sur les réseaux sociaux, la démarche des antispécistes semble assez largement incomprise. Avec, déjà, des propositions (humoristiques) de contre-pétition : « Signez pour remplacer des chevaux bien traités, ciment social, écolos et qui éveillent les enfants à la bientraitance animale par des bennes à ordures et des cars scolaires plus chers et plus polluants ».